

SERVICE TECHNIQUE INTERDEPARTEMENTAL
D'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

12-14 Quai de Gesvres - PARIS IV^e
75195 - PARIS RP

Paris, le 16 octobre 2008

Préfecture du VAL DE MARNE

Commune de BONNEUIL

N°Dossier : 94 21 391

GIDIC 74 2687 MAJ le 10.10.08

Rapport concernant :

Groupe DUPUY
3 route de l'île Saint Julien

Siège social : 91 rue Molière à IVRY

Site en zone inondable

~~Action Nationale~~

Site inclus dans le programme d'inspection

Site « Seveso » seuil haut

Site « Seveso » seuil bas

Site BdF / Site IPPC

Site dans un périmètre de maîtrise d'urbanisation

Site dans un périmètre de Boil-Over

~~BASOL~~

BE CIGI Environnement Entreprise Consultants

Réunion / visite :

Activité générale du site : Recyclage métallique

Bordereau reçu le : sans

Références :

- Message électronique de la BSPP du 8 octobre 2008.

OBJET : Modification de l'arrêté d'autorisation

1/ Présentation

Le groupe Dupuy a succédé en 1996 à la société Jean Robert pour l'exploitation, dans le port de Bonneuil, d'une activité de recyclable métallique classée sous la rubrique 286 et autorisée par AP du 9/08/90, cet arrêté visant une activité de récupération de ferrailles et vieux métaux et de déchetage/broyage de véhicules.

Une demande d'autorisation datée du 18/12/07 a été déposée en Préfecture le 27/12/07, en 20 exemplaires. Par courrier du 7/2/08, l'exploitant a transmis en 20 exemplaires le plan au 1/25 000 rectifié pour intégrer les voies de chemin de fer, conformément à l'article 512-3 du Code de l'Environnement.

La demande d'autorisation concerne :

- l'extension des activités de récupération et de traitement de vieux métaux au terrain voisin de 7 091 m² (parcelle des anciens laboratoires Lafran), portant ainsi la superficie du site de 11 270 à 18 460 m², soit une augmentation d'environ 60%,
- l'augmentation dans le cadre de cette extension du volume d'activité de 90 000 t/an de ferrailles et vieux métaux à 150 000 t/an, soit une augmentation d'environ 70 %, avec développement du transport par voie fluviale.

A l'issue de l'enquête publique qui s'est déroulée du 14 avril 2008 au 16 mai 2008 à la Mairie de Bonneuil-sur-Marne et au vu des avis du Commissaire-Enquêteur et des différents services et communes consultés, un projet de réglementation a été présenté au CODERST qui s'est réuni le 7 octobre 2008 à la Préfecture du Val de Marne. A cette occasion, le LCPP, a signalé que la concentration en poussières de l'air ambiant à plus de 5 mètres de l'établissement (50 mg/Nm³), mentionnée à la condition 3.2.4 de l'arrêté, lui paraissait élevée.

J'ai contacté le LCPP le 10 octobre 2008 pour l'informer que cette concentration en poussières est mentionnée à l'article 30.15 de l'arrêté intégré du 2 février 1998 qui stipule que : « Pour les installations de manipulation, chargement et déchargement de produits pondéreux, les dispositions du 1° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes : La concentration en poussières de l'air ambiant à plus de 5 m de l'installation ou du bâtiment renfermant l'installation ne dépasse pas 50 mg/m³ ».

Cette référence ne semblant pas adaptée à l'activité de la société DUPUY et l'évaluation des risques sanitaires liés aux émissions atmosphériques de poussières du site, réalisée à l'occasion de la demande d'autorisation d'exploiter, ayant conclu que « le calcul des flux d'émissions de poussières originaires du site et la modélisation de leur dispersion ont montré le respect des valeurs imposées par le Décret n°2002-213 du 15 février 2002, à savoir que les concentrations moyennes annuelles modélisées sont inférieures à 40 µg/m³ et que le percentile 90,4 journalier est inférieur à 50 µg/m³ en limite de site », il nous semble judicieux de supprimer la condition 3.2.4 de l'arrêté.

2/ Message électronique de la BSPP du 8 octobre 2008

Par mel du 8 octobre 2008, la BSPP rappelle qu'ayant été saisie pour connaître ses attendus relatifs à la demande d'autorisation déposée par le Groupe DUPUY, elle a confirmé la nécessité d'implanter un appareil d'incendie « à équidistance entre le bâtiment de broyage et le bâtiment à usage de bureaux et de services, côté sud-est, à proximité du mur commun avec l'autre partie de l'activité ».

Elle précise que parallèlement, la société TIRFER a constitué un Groupement Industriel de Recyclage de Métaux en partenariat avec la société DUPUY et s'est implantée sur une partie de ses terrains. Dans le cadre de la demande d'autorisation d'exploiter déposée par TIRFER et compte tenu de l'absence d'équipement sur l'emprise DUPUY, la BSPP a réclamé l'implantation d'hydrant dans son avis n°4198 du 9 juin 2008.

Il signale que début septembre 2008, l'exploitant, souhaitant implanter cet appareil à un autre endroit que celui demandé par la BSPP afin de ne pas casser la dalle béton, lui a fait une proposition qui ne lui a pas convenu totalement.

Le 16 septembre 2008, à l'occasion d'un rendez-vous au bureau prévention de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris, la BSPP a tranché sur ce point en décidant que :

- Un seul appareil sera implanté. Il permettra la couverture de l'ensemble des risques des deux sociétés. Son utilisation pourra éventuellement être complétée par l'appareil public n°940110015 implanté angle rue de l'île Saint Julien et route de Stains.
- L'emplacement de l'appareil d'incendie privé à installer se situera : Voie intérieure, à l'entrée à gauche de la parcelle TIRFER, à 180 mètres de la rue de l'île Saint Julien.

CONCLUSION

Nous proposons de :

- Supprimer la condition 3.2.4 de l'arrêté,
- Remplacer le dernier tiret du 1^{er} paragraphe de l'article 7.5.3. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE libellé : « Un appareil d'incendie privatif DN 100, d'un débit unitaire de 60 m³/h conforme aux normes NF S 61-211 ou NF S 61-213, implanté à équidistance entre le bâtiment de broyage et le bâtiment à usage de bureaux et de services, côté sud-est, à proximité du mur commun avec l'autre partie de l'activité. Un système de protection est mis en place autour de cet appareil » par le libellé suivant : **« Un appareil d'incendie privatif DN 100, d'un débit unitaire de 60 m³/h conforme aux normes NF S 61-211 ou NF S 61-213, implanté Voie intérieure, à l'entrée à gauche de la parcelle TIRFER, à 180 mètres de la rue de l'île Saint Julien. Un système de protection est mis en place autour de cet appareil ».**

L'Inspecteur des Installations
Classées

Le chef de département chargé
(par intérim) du Val de Marne

Le 14 octobre 2008